

Facteurs socio-économiques et politiques favorisant l'accaparement des terres dans le département de Gaya, Niger

Socio-economic and political factors contributing to land grabbing in the department of Gaya, Niger

Zeinabou Paraiso Cecil¹, Salé Ali², Maman Waziri Mato³

¹École doctorale « Science, Société et Développement », Université André Salifou de Zinder, BP : 656, Niger

²Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Département de géographie, Université André Salifou de Zinder BP : 656, Niger

³Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Département de géographie, Université Abdou Moumouni de Niamey BP : 10896, Niger

*Auteur correspondant : Paraiso Cecil Zeinabou, Email : zeinabouparaisocecil@gmail.com

ORCID des auteurs : Zeinabou PARAISSO CECIL (<https://orcid.org/0009-0000-3033-6427>, zeinabouparaisocecil@gmail.com), Maman WAZIRI MATO (<https://orcid.org/0009-0009-9536-2226>, wazirimato@gmail.com)

Comment citer l'article : Paraiso Cecil, Z., Ali, S., & Waziri Mato, M. (2025). Facteurs socio-économiques et politiques favorisant l'accaparement des terres dans le département de Gaya, Niger. *Revue Ecosystèmes Et Paysages*, 5(2). <https://doi.org/10.59384/recopays.tg.v5i2.172>

Reçu : 30 septembre 2025

Accepté : 15 décembre 2025

Publié : 30 décembre 2025



Copyright: © 2025 by the authors. Submitted for possible open access publication under the terms and conditions of the Creative Commons Attribution (CC BY) license (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>).

Résumé

À l'instar des autres zones de la bande sud du Niger, le département de Gaya fait réellement face au phénomène de transactions commerciales sur ses terres tant agricoles que pastorales. Au regard de ce contexte, cette étude se propose d'analyser les facteurs socio-économiques et politiques qui favorisent l'accaparement des terres dans ledit département. La méthodologie utilisée combine pour la collecte des données, des analyses documentaires, des enquêtes par questionnaire, des entretiens semi-directifs et les observations) et des méthodes de statistiques descriptives et multivariées pour le traitement et l'analyse de données. Les résultats révèlent que la majorité (75 %) perçoit l'accaparement comme un phénomène d'ampleur très importante, ce qui reflète une pression foncière intense dans la zone. Ce phénomène est influencé principalement par la croissance démographique rapide (86,09 %), la pauvreté et les besoins financiers immédiats (77,3 %), la mauvaise gouvernance (46,9 %), les politiques foncières inadaptées (32,19 %), l'insécurité alimentaire (41,9 %), l'insécurité foncière (41,13 %), les pressions sociales (36,9 %), l'endettement (27,30 %) et les pressions des investisseurs (23,9 %). Ainsi, l'accaparement des terres a engendré notamment un déséquilibre du tissu socioéconomique et environnemental à travers l'accentuation de l'insécurité alimentaire (80,40 %), les paysans sans terres (45,80 %), les conflits (8,50 %) et la dégradation de l'environnement (0,80 %). Pour atténuer ce phénomène, il est urgent de renforcer la gouvernance foncière, d'améliorer la transparence et d'assurer la participation effective des communautés locales.

Mots clés : Gaya, Accaparement, Terres, Facteurs, socio-économiques et politiques.

Abstract

Like other areas in southern Niger, the department of Gaya is facing the phenomenon of commercial transactions on both agricultural and pastoral land. In light of this context,

this study aims to analyze the socio-economic and political factors that contribute to land grabbing in the department. The methodology used combines data collection, documentary analysis, questionnaire surveys, semi-structured interviews, and observations, as well as descriptive and multivariate statistical methods for data processing and analysis. The results reveal that the majority (75%) perceive land grabbing as a very significant phenomenon, reflecting intense land pressure in the area. This phenomenon is mainly influenced by rapid population growth (86.09%), poverty and immediate financial needs (77.3%), poor governance (46.9%), inappropriate land policies (32.19%), food insecurity (41.9%), land insecurity (41.13%), social pressures (36.9%), debt (27.30%), and pressure from investors (23.9%). Thus, land grabbing has led to an imbalance in the socio-economic and environmental fabric, particularly through increased food insecurity (80.40%), landless farmers (45.80%), conflicts (8.50%), and environmental degradation (0.80%). To mitigate this phenomenon, there is an urgent need to strengthen land governance, improve transparency, and ensure effective participation.

Keywords: Gaya, Land grabbing, Socio-economic and political factors.

1. Introduction

Au cours des cinq dernières années, entre 50 et 80 millions d'hectares auraient fait l'objet de transactions foncières à l'échelle mondiale. Certains rapports récents indiquent même que, sur les dix dernières années, près de 200 millions d'hectares ont été vendus, loués, cédés ou sont en cours de négociation dans le cadre de transactions foncières à grande échelle (SOS Faim, 2011). Ce phénomène touche principalement les pays en développement, où la pression foncière s'est fortement intensifiée. À ce propos, Salissou et al. (2012) soulignent qu'« il ne se passe presque pas un jour sans que de nouveaux hectares ne soient cédés », les offres de terres agricoles à vendre apparaissant désormais dans la presse financière internationale, témoignant de l'ampleur et de la structuration progressive de ce marché foncier.

En Afrique, l'accapement des terres est étroitement lié aux investissements étrangers dans l'agriculture, à la recherche de superficies destinées à la production de biocarburants, ainsi qu'à des logiques de spéculation foncière. Dans la région du Sahel, ce phénomène est exacerbé par la combinaison de plusieurs facteurs structurels, notamment la forte pression démographique, la dégradation accélérée des terres et les effets du changement climatique. En tant que région semi-aride de l'Afrique subsaharienne, le Sahel fait face à une pression foncière croissante résultant de la croissance démographique rapide, de la rareté des ressources en eau, de la dégradation des sols et de la variabilité climatique accrue (Coalition Sahel, 2023).

Au Niger, cette situation est aggravée par un faible taux d'urbanisation, estimé à environ 17 %, et par une fécondité particulièrement élevée, avec une moyenne de 6,7 enfants par femme. À l'instar d'autres pays de la sous-région, le Niger est ainsi confronté à une multiplication des transactions commerciales portant aussi bien sur les terres agricoles que sur les espaces pastoraux. Ces transactions concernent majoritairement des terres stratégiques, caractérisées par une forte fertilité agricole ou par leur statut domanial en tant que ressources pastorales (Salissou et al., 2012).

Dans ce contexte, la région de Dosso, dotée d'un important potentiel en ressources naturelles, notamment en terres cultivables, en ressources en eau et en formations forestières, connaît depuis plus d'une décennie une intensification de la vente des terres agricoles. Ce processus résulte de plusieurs facteurs concomitants, parmi lesquels la dégradation du paysage, la pression humaine et animale croissante, dont l'amplification récente a entraîné de profondes transformations des systèmes agraires et du monde rural local (Dambo, 2016). Le département de Gaya, situé au sud de la région de Dosso, illustre de manière particulièrement significative cette dynamique. Frontalier avec le Nigéria et bénéficiant de la proximité du fleuve Niger, ce département dispose d'un fort potentiel agricole qui attire de nombreux acteurs extérieurs, souvent au détriment des populations locales.

À cet égard, une étude menée par Géo-Conseil (2008) révèle que plus de 50 % des actes fonciers délivrés par la COFODEP de Gaya entre 2002 et 2008 concernaient des ventes de terres, et que 45 % des détenteurs de ces actes n'étaient pas originaires du département. Une telle situation soulève des enjeux majeurs en matière de justice sociale, de sécurité alimentaire et de durabilité environnementale. Dans ce contexte, l'analyse des facteurs socio-économiques et politiques favorisant l'accaparement des terres apparaît indispensable afin de proposer des réponses adaptées et durables. Dès lors, la présente étude s'attache à répondre aux questions suivantes : quels sont les facteurs socio-économiques et politiques qui facilitent ce phénomène dans la région de Gaya ? Et quelles en sont les principales conséquences pour les communautés locales ?

2. Matériel et Méthode

2.1 Description du milieu d'étude

Le département de Gaya, dans la région de Dosso est situé entre 3° 10' et 3° 55' de longitude Est et entre 11° 40' et 12° 55' de latitude Nord. Il couvre une superficie de 4044 km² (figure 1). Le département de Gaya, situé en zone sahélo-soudanienne, bénéficie des plus fortes précipitations du Niger (600 à 800 mm/an) et d'importantes ressources en eau de surface et souterraine, grâce notamment au fleuve Niger (106 km), aux dallols Fogha et Maouri (150 km) et à leurs mares permanentes ou temporaires favorables à divers usages (Dambo, 2007). Selon toujours cet auteur, la situation socioéconomique de cette zone est relativement favorable par rapport au reste du pays, mais elle est menacée par plusieurs défis : vulnérabilité aux variations climatiques, pression démographique élevée (3,4 %/an), surcharge pastorale et superficie limitée, qui risquent de compromettre les activités agricoles et l'équilibre environnemental si des solutions rapides ne sont pas mises en place.

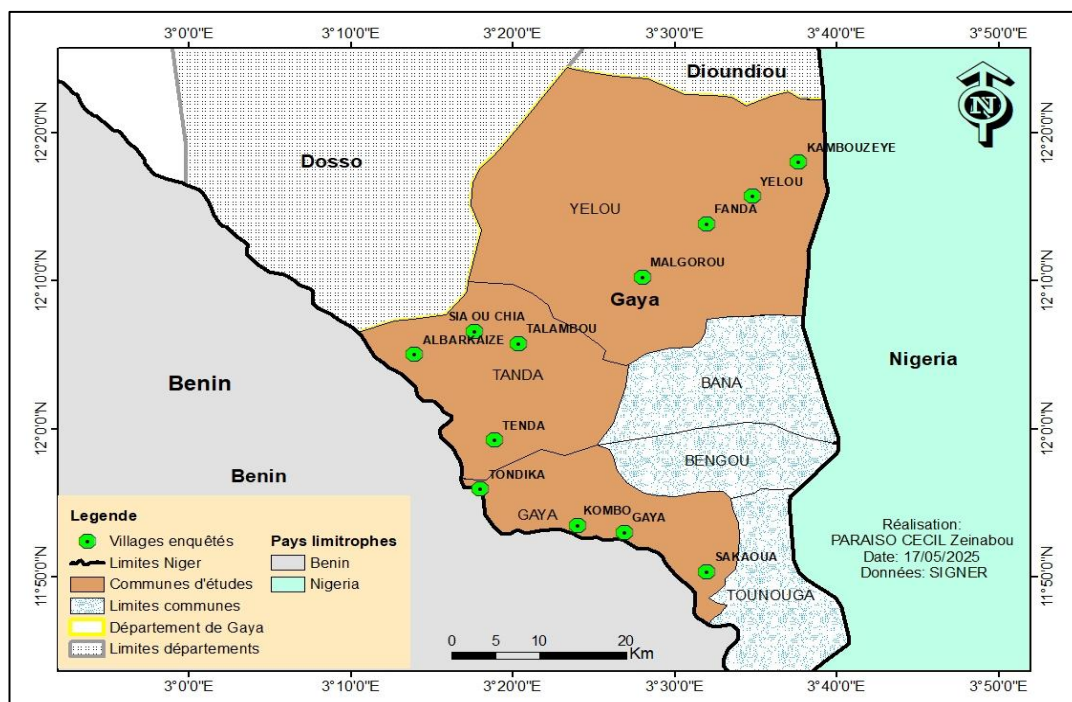


Figure 1 : Carte de localisation du département de Gaya et les villages d'étude

2.2. Collecte des données

Cette étude adopte une approche mixte, combinant des méthodes qualitatives et quantitatives pour obtenir une compréhension profonde des facteurs socio-économiques et politiques favorisant l'accaparement des terres dans le département de Gaya. L'approche qualitative, appliquée au préalable à travers l'analyse documentaire des études existantes, a permis d'élaborer le cadre théorique de l'étude. Ces documents sont constitués des thèses, des mémoires, des articles scientifiques et des rapports des services techniques et des programmes de développement (Associations, ONGs et Projets) opérant dans la zone d'étude.

Ensuite en plus de l'observation participante, 19 entretiens semi-directifs et 6 focus groups de 12 personnes ont été réalisés au moyen de guides conçus à cet effet. Cela a permis de comprendre les perceptions et expériences des populations locales. Quant à l'approche quantitative appliquée à travers l'enquête par questionnaire dans les villages d'étude (Figure 1) a permis de collecter des données statistiques pour objectiver l'ampleur du phénomène.

Les communes concernées par les enquêtes quantitatives sont constituées de Tanda, Yelou et Gaya. Ces communes sont choisies sur la base de leur poids démographique et l'accessibilité compte tenu de l'aspect sécuritaire. La taille de l'échantillon a été déterminée sur la base de la formule probabiliste de Schwartz (1995) suivante : $\Omega = Z_{\alpha/2} \times \sqrt{pq/i^2}$ (1). Sur cette base, 326 chefs de ménages constitués des agriculteurs et éleveurs ont été enquêtés.

2.3. Analyse des données

Les données collectées ont été analysées de manière thématique afin d'identifier les principaux facteurs favorisant l'accaparement des terres. Ainsi, les informations issues des entretiens enregistrés ont été transcrites avec le logiciel F4. Ensuite les données collectées à travers les enquêtes quantitatives ont été dépouillées avec le logiciel SPSS, puis transférées dans Excel pour la réalisation des graphiques et tableaux illustratifs. Pour la conception de la carte, le logiciel ArcGIS 10.4 a été utilisé.

3. Résultats

3.1 Caractéristiques socioéconomiques des enquêtés

L'analyse des résultats révèle que les chefs de ménage enquêtés dans la zone d'étude sont constitués de 78,53 % d'agriculteurs et 21,47 % d'éleveurs. Cela illustre la prédominance des activités agricoles dans le département de Gaya, zone réputée pour ses terres fertiles grâce à la proximité du fleuve Niger. Cependant il convient de noter que l'élevage, bien que moins représenté, reste également une activité vitale pour la sécurité alimentaire et la résilience économique des ménages.

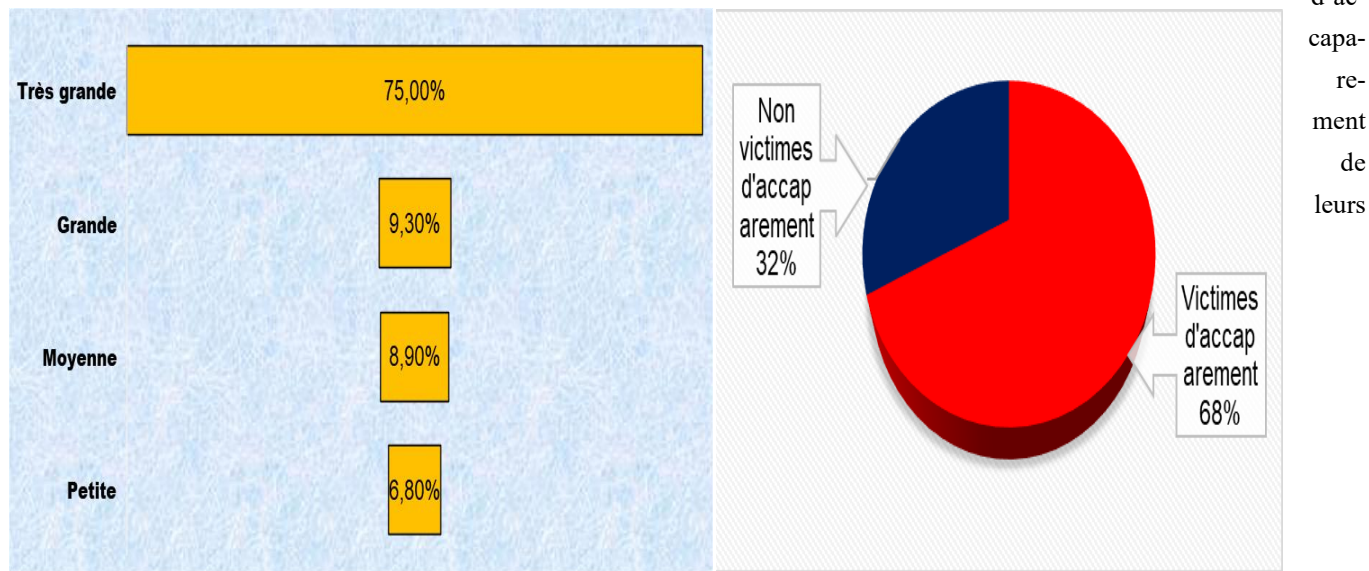
Pour le profil démographique, la population enquêtée est majoritairement composée d'adultes d'âge avancé. Chez les agriculteurs, la tranche d'âge des 51 à 60 ans est la plus représentée (26,7 %), suivie de celle des 41 à 50 ans (19,5 %) et de plus de 70 ans (17,8 %).

En outre les enquêtés sont majoritairement mariées en régime monogame (46,6 % des agriculteurs, 77,3 % des éleveurs). Le mariage polygame est notable chez les agriculteurs (36,9 % contre 22,7 % chez les éleveurs). Ces structures familiales influencent la répartition et l'usage des terres, notamment lorsque chaque ménage ou sous-ménage réclame sa propre parcelle. Par ailleurs, le niveau d'instruction est globalement faible. 41,9 % des agriculteurs sont sans instruction contre 23,7 % avec instruction coranique. Cependant, au niveau des éleveurs, on constate que 72,1 % ont reçu une instruction coranique contre 23,9 % qui sont sans instruction.

Enfin, la taille des ménages est importante, avec une majorité ayant 7 à 13 personnes à charge (44,5 % chez les agriculteurs, 40,9 % chez les éleveurs). De telles charges renforcent la pression économique et peuvent amener certains ménages à céder des terres pour répondre à des besoins urgents (nourriture, scolarité, soins de santé).

3.2 Ampleur d'accaparement des terres

Selon l'analyse de la figure 2, la majorité (75 %) perçoit l'accaparement comme un phénomène d'ampleur très importante, ce qui indique une pression foncière intense dans la zone. En effet, plus de deux tiers des enquêtés (68 %) sont déjà victimes



terres, ce qui constitue un indicateur alarmant de l'insécurité foncière.

Figure 2 : Ampleur d'accaparement des terres dans le département de Gaya

Source : Enquête terrain, 2024

3.3 Facteurs socio-économiques et politiques d'accaparement des terres

Les enquêtes terrain ont révélé une combinaison de facteurs économiques, sociaux, environnementaux et institutionnels qui favorisent l'accaparement des terres dans le département de Gaya (Figure 3).

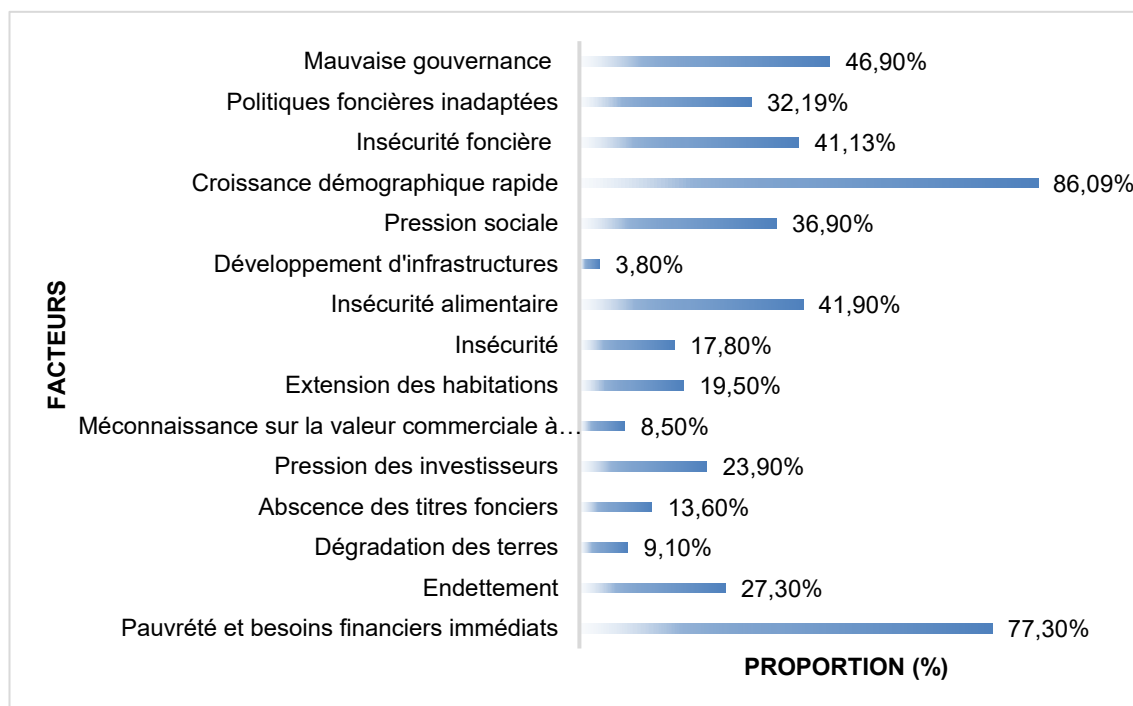


Figure 3 : Facteurs socio-économiques et politiques d'accaparement des terres dans la zone d'étude

Source : Enquête terrain, 2024

L'analyse des statistiques issues de la figure 3 ressort que la croissance démographique rapide (86,09 %), la pauvreté et les besoins financiers immédiats (77,3 %) constituent les principaux facteurs qui favorisent l'accaparement des terres dans la zone d'étude. Ainsi, sur le plan démographique, Gaya est l'un des départements les plus peuplés du Niger avec 261 638 habitants en 2012 et 349 794 habitants en 2024 selon les projections de l'institut Nationale de la Statistique (INS, 2024) basées sur les données du quatrième recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2012. La pression démographique accentue la compétition pour les terres, notamment autour des zones fertiles et proches des points d'eau. Les faibles revenus agricoles, combinés aux crises économiques et climatiques, amènent certains ménages à vendre leurs terres comme solution de survie.

Viennent ensuite la mauvaise gouvernance (46,9 %) et les politiques foncières inadaptées (32,19 %) qui sont traduites par l'absence de régulation claire, la lenteur administrative et les conflits d'intérêts dans la gestion foncière favorisant les transactions opaques. Cette absence de documents officiels facilite les expropriations abusives et les ventes non consenties. Dans ce cadre, un producteur agricole souligne que *'Sans titre foncier officiel, il est difficile pour un exploitant de prouver légalement qu'il est propriétaire. Aussi le Code Rural, bien qu'il ait pour objectif de sécuriser les droits fonciers, présente des lacunes dans sa mise en œuvre, notamment en ce qui concerne la reconnaissance des droits coutumiers et la participation des paysans à la gestion foncière'*. En plus de cela on note d'autres raisons constituées de l'insécurité alimentaire (41,9 %) et l'insécurité foncière (41,13 %). Selon les entretiens avec les services techniques, l'insécurité alimentaire, exacerbée par les aléas climatiques, réduit la capacité à conserver les terres sur le long terme. Aussi l'insécurité foncière renforce la vulnérabilité des exploitants face aux investisseurs ou aux élites locales. En outre, l'accaparement des terres est également lié aux pressions des investisseurs (23,9 %) et aux pressions sociales (36,9 %). Dans cette zone, les investisseurs ont de tout temps cherché à acquérir de grandes superficies pour l'agro-industrie, tandis que les pressions sociales (famille élargie, obligations coutumières) se multiplient de plus en plus. Ce qui contraint les propriétaires à céder une partie ou la totalité de leurs terres. L'endettement (27,30 %) qui est souvent la conséquence des mauvaises campagnes agricoles, des dépenses imprévues (maladies, cérémonies sociales, scolarité) ou encore

de prêts contractés auprès de particuliers ou institutions. Les ménages, incapables de rembourser en espèces, finissent par céder une partie de leurs terres comme moyen de paiement, ce qui constitue un transfert foncier irréversible. Pour 19,5 % et 9,1 % des enquêtés, l'extension des habitations et la dégradation des terres constituent d'autres facteurs qui incitent l'accaparement des terres dans cette région. Dans certains villages proches de la ville, les terres cultivables sont morcelées pour la construction de maisons, ce qui réduit la surface exploitable et influence certains agriculteurs à vendre des parcelles entières.

Quant à la dégradation des terres, elle se traduit par l'érosion, la perte de fertilité et l'épuisement des sols, ce qui rend certaines terres moins productives. Face à des telles situations, les exploitants préfèrent céder des terres dégradées à des investisseurs qui peuvent les réhabiliter, plutôt que de supporter eux-mêmes les coûts élevés de restauration. Enfin, on note la méconnaissance sur la valeur commerciale à long terme par certains propriétaires (8,5 %) et le développement d'infrastructures (3,8 %). Selon les résultats issus des entretiens, certains propriétaires sous-évaluent la valeur future de leurs terres et les cèdent à bas prix. Cette situation se produit souvent dans les zones où les infrastructures (routes, marchés, périmètres irrigués) ne sont pas encore développées. Quand elles le sont, la valeur foncière explose, mais les anciens propriétaires ne bénéficient plus de ces plus-values.

3.4 Typologie d'acteurs impliqués dans la vente et l'achat de terres

Dans le département de Gaya, l'accaparement des terres à Gaya résulte d'interventions d'acteurs multiples, agissant à des échelles et avec des motivations différentes. Ces derniers sont répartis en deux (02) catégories, notamment les vendeurs ou cessionnaires et les acheteurs ou acquéreurs des terres.

Acteurs de vente des terres

La figure 4 présente les différents acteurs de vente des terres dans la zone d'étude.

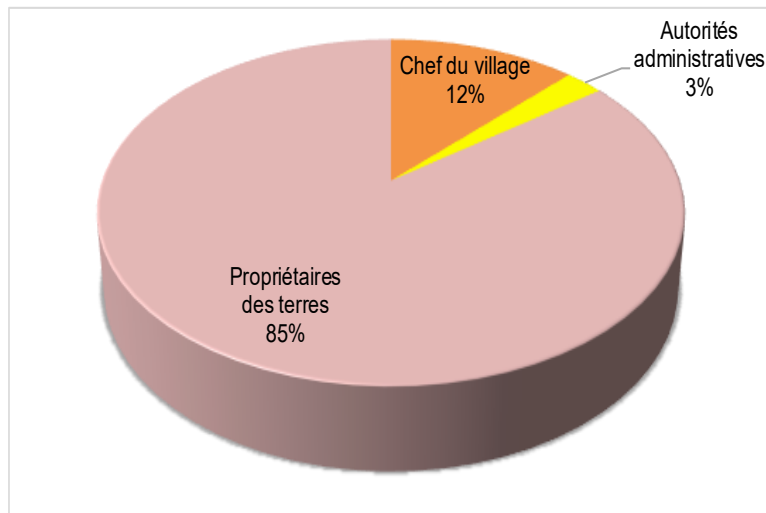


Figure 4 : Différents acteurs de vente des terres dans la zone d'étude

Source : Enquête terrain, 2024

Cette figure montre que les propriétaires eux-mêmes représentent la majorité écrasante des transactions (85,2 %). Cette situation reflète une cession volontaire souvent motivée par des besoins financiers urgents, l'endettement ou la pression sociale. Les chefs de village interviennent également dans 12,3 % des ventes. Leur rôle, parfois légitime dans la gestion coutumière des terres, peut également donner lieu à des transactions contestées lorsqu'elles ne bénéficient pas de l'aval de la communauté.

Enfin, les autorités administratives ne représentent que 2,5 % des ventes, mais leur implication, bien que marginale, peut peser lourd dans les transactions officielles et influencer la redistribution foncière.

Typologies d'acquéreurs des terres

La figure 5 présente les différents acquéreurs des terres dans le département de Gaya.

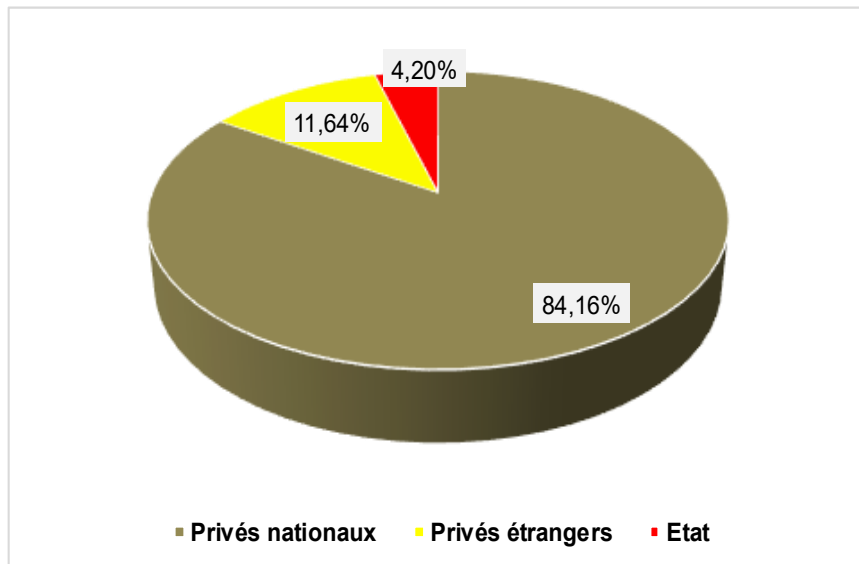


Figure 5 : Différents acteurs d'achat des terres dans le département de Gaya

Source : Enquête terrain, 2024

Pour l'achat des terres, la figure ci-dessus ressort que la dynamique est dominée par les investisseurs privés nationaux (84,16 %). Ces derniers proviennent principalement des zones urbaines de la région de Dosso mais également souvent d'autres régions du pays, attirés par le potentiel agricole et commercial des terres de Gaya. Parmi ceux qui viennent des autres régions sont dominés par des fonctionnaires d'État et cadres des ONGs. Les privés étrangers comptent pour 11,64 % des acquisitions, reflétant un intérêt croissant d'investisseurs extérieurs, notamment dans un contexte de mondialisation des marchés agricoles. L'État intervient dans 4,2 % des achats, principalement pour des projets d'infrastructures ou d'aménagement.

3.5 Conséquences d'accapement des terres dans le département de Gaya

L'analyse des résultats issus de la figure 6 ressort que les conséquences d'accapement des terres dans le département de Gaya sont multiples et touchent directement les communautés locales. La plus grave est l'insécurité alimentaire au sein des ménages selon 80,4 % des enquêtés. La perte de terres cultivables réduit la production vivrière et accroît la dépendance aux marchés, souvent instables.

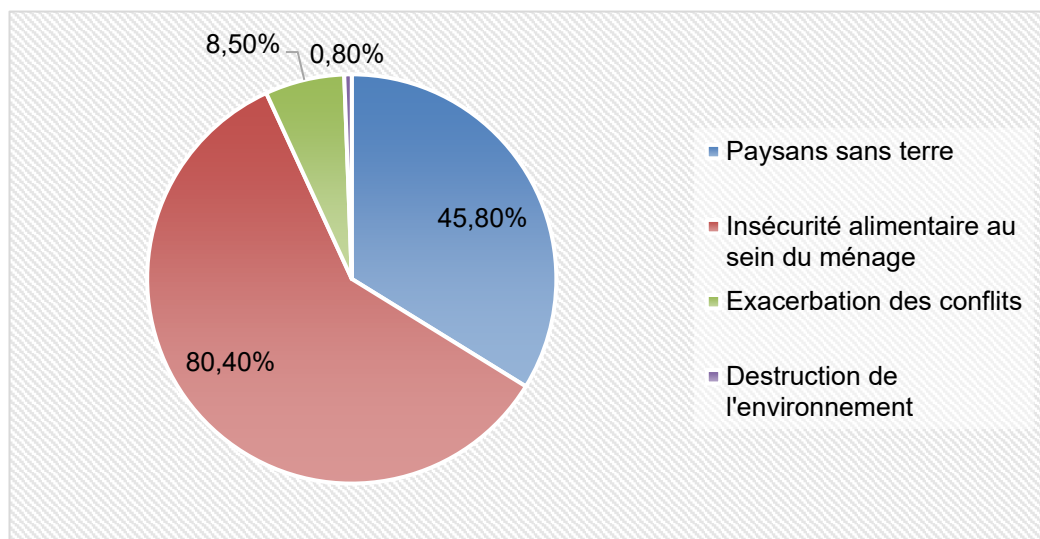


Figure 6 : Conséquences d'accapement des terres dans le département de Gaya

Source : Enquête terrain, 2024

En outre ce phénomène a engendré également une augmentation du nombre de paysans sans terre (45,8 %). Cette situation force certains à migrer vers les villes ou à chercher des travaux précaires. Pour 8,5 % des enquêtés l'exacerbation des conflits est une autre conséquence notable de l'accapement des terres. En effet, ces conflits se traduisent généralement par des tensions qui surviennent entre familles, entre communautés agricoles et pastorales, ou entre habitants et investisseurs.

Enfin, bien que moins citée, la destruction de l'environnement (0,8 %) demeure également préoccupante.

4. Discussion

Les résultats de cette étude montrent que l'accapement des terres constitue un phénomène d'une ampleur très importante, traduisant une pression foncière intense dans la zone d'étude. Ces résultats confirment ceux de Dambo (2016), qui a mis en évidence que la vente des terres agricoles dans la région de Dosso prend une ampleur croissante, principalement dans les vallées et les périphéries urbaines, avec pour conséquence majeure de profondes mutations dans les systèmes locaux de tenure foncière. Par ailleurs, les résultats de la présente étude révèlent que les acquéreurs de terres sont majoritairement des investisseurs privés nationaux et étrangers. Ces constats rejoignent ceux de Salissou et al. (2012) ainsi que du Secrétariat permanent du Code rural (2012).

Dans le département de Gaya, le phénomène d'accapement des terres est influencé par un ensemble de facteurs socio-économiques et politiques étroitement interconnectés. La croissance démographique rapide, la pauvreté, l'insécurité foncière et la dégradation des terres rendent les communautés locales particulièrement vulnérables face aux investisseurs extérieurs. De plus, les politiques foncières en vigueur, bien qu'orientées vers la sécurisation des droits fonciers, présentent d'importantes lacunes dans leur mise en œuvre, notamment en ce qui concerne la reconnaissance effective des droits coutumiers et la participation des communautés locales à la gouvernance foncière. Ces résultats complètent ceux de Salaou Makeri et al. (2025), selon lesquels l'accapement des terres et les autres formes de mutations foncières sont principalement liés à la faiblesse des institutions locales, aux barrières culturelles, aux pressions politiques et aux contraintes économiques.

Ce phénomène n'est pas sans conséquence dans la zone d'étude. Il engendre un déséquilibre du tissu socio-économique et environnemental, marqué par l'accentuation de l'insécurité alimentaire, l'augmentation du nombre de paysans sans terres, la recrudescence des conflits fonciers et la dégradation de l'environnement. Ces résultats confirment les travaux de Salissou et al. (2012)

et de Salé et al. (2025), qui soulignent que les pressions liées à l'acquisition des terres par des investisseurs locaux et étrangers se sont fortement intensifiées ces dernières années, soulevant de nouveaux défis en matière de sécurité alimentaire, de protection de l'environnement, d'investissements durables et de paix sociale.

5. Conclusion

Cette étude menée dans le département de Gaya montre que l'accapement des terres est un phénomène complexe résultant de l'interaction de facteurs socio-économiques et politiques. La croissance démographique rapide, la pauvreté, l'insécurité foncière, la dégradation des terres sont des facteurs socio-économiques déterminants qui favorisent l'accapement des terres dans cette région. Parallèlement, les insuffisances liées à la gouvernance foncière, à la mise en œuvre des outils du Code Rural, la corruption et l'absence de mécanismes de régulation efficaces accentuent ce phénomène et permettent aux investisseurs de s'approprier des terres stratégiques au détriment des populations locales.

En effet, ce phénomène est alimenté par un réseau d'acteurs variés composés des propriétaires locaux, des autorités coutumières, des investisseurs nationaux et étrangers. Il a également engendré des impacts sur la sécurité alimentaire, la stabilité sociale et environnementale. Pour renverser cette tendance, l'étude recommande d'adapter le Code Rural afin de mieux reconnaître les droits coutumiers et d'assurer une gestion foncière inclusive. Il est également nécessaire de renforcer les capacités des autorités locales et de mettre en place des mécanismes de régulation efficaces.

Remerciement

Les auteurs remercient les populations du département de Gaya pour avoir facilité la présente étude.

Contribution des auteurs

Rôle du contributeur	Noms des auteurs
Conceptualisation	Paraiso Cecil Zeinabou
Gestion des données	Paraiso Cecil Zeinabou
Analyse formelle	Paraiso Cecil Zeinabou
Enquête et investigation	Paraiso Cecil Zeinabou
Méthodologie	Paraiso Cecil Zeinabou, Ali Salé
Supervision Validation	Waziri Mato Maman, Ali Salé
Écriture – Préparation	Paraiso Cecil Zeinabou
Écriture – Révision	Paraiso Cecil Zeinabou, Ali Salé

Références

- Coalition Sahel. (2023). *Rapport sur la gestion des terres et le changement climatique au Sahel*. https://www.coalition-sahel.org/wp-content/uploads/2023/04/Sahel-CCDR_REPORT_FINAL_FR_20230210-1-1.pdf
- EconStor. (2019). *Niger: Land, climate, energy, agriculture and development (ZEF Working Paper No. 200)*. <https://www.econstor.eu/bitstream/10419/246469/1/ZEF-Working-Paper-200-Niger.pdf>
- FAOLEX. (1993/2015). *Code rural du Niger. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture*. <https://faolex.fao.org/docs/pdf/ner208998.pdf>
- Foncier Développement. (2014). *Étude de bilan de la mise en œuvre de la politique foncière rurale au Niger*. <https://www.foncier-developpement.fr/wp-content/uploads/Etude-Bilan-Code-Rural-Document-1.pdf>

- GéoConseil. (2008). *Analyse des acquisitions foncières dans le département de Gaya (Niger)*. https://www.revues-ufhbc.org/fichiers/FICHIR_ARTICLE_2158.pdf
- IIED. (2012). *Land rights and governance in Niger: Challenges and opportunities*. International Institute for Environment and Development. <https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/migrate/12526FIIED.pdf>
- Institut National de la Statistique (INS). (2024). *Statistiques démographiques et agricoles du Niger*. <https://www.stat-niger.org>
- Lawali, D. (2016). Monétarisation du foncier à Dosso : Décryptage d'une dynamique à enjeux multiples. *Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement*, (2), 63–79.
- Leko, I. (2010). *Transactions commerciales des terres en Afrique de l'Ouest : Le cas du Niger* (Rapport d'étude). Niger, 56 p.
- République du Niger – Comité national du Code rural – Secrétariat permanent du Code rural. (2012). *Les acquisitions de terres à grande échelle : Informations et documents disponibles* (Note n°2). 2 p.
- Revue SESAME–INRAE. (2020). *La crise du Sahel est-elle une crise agraire ?* <https://revue-sesame-inrae.fr/la-crise-du-sahel-est-elle-une-crise-agraire/>
- Salé, A., Ibrahim, M., Mahamadou Moudi, R., Zangui, A., & Waziri Mato, M. (2025). Perception paysanne des mutations foncières dans le département de Takiéta au Niger. *Revue Écosystèmes et Paysages*, 5(1), 1–12. <https://doi.org/10.59384/reco-pays.tg5107>
- Salaou Makeri, M.-S., Maman, S., Mahamadou Moudi, R., & Souley, K. (2025). Perception paysanne sur l'exploitation et la gestion des ressources foncières dans le département de Takiéta, région de Zinder au Niger. *Journal de Géographie Rurale Appliquée et Développement*, (001), 139–151.
- Salissou, A., Mahamadou, M., & Arzika, B. (2012). *Rapport de collecte de données sur les acquisitions massives de terres agricoles en Afrique de l'Ouest : Cas du Niger*. COPAGEN Niger.
- SOS Faim. (2011). *Les organisations de producteurs face aux pressions foncières en Afrique de l'Ouest*. *Bulletin de la souveraineté alimentaire*, (4), 1–8.
- Transparency International. (2024). *Indice de perception de la corruption : Niger*. <https://www.transparency.org/en/countries/niger>
- UNCCD. (2018). *Rapport national sur la dégradation des terres au Niger*. https://www.unccd.int/sites/default/files/ldn_targets/Niger%20LDN%20TSP%20Country%20Report.pdf